



Institut pour la Justice

NOTES & SYNTHÈSES

N° 62 - AVRIL 2024

Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 :

Qui gagnera le sprint contre l'insécurité ?

L'Institut pour la Justice est une association de citoyens préoccupés par les dérives de la justice pénale, qui répercute et canalise les inquiétudes de chacun et propose des réformes pragmatiques. L'association s'appuie sur un réseau d'experts du champ pénal pour promouvoir une justice plus lisible pour le citoyen, plus efficace contre la criminalité et plus équitable vis-à-vis des victimes.

Édité par l'Institut pour la Justice - Association loi 1901
Contacts : 01 45 81 28 15 - info@institutpourlajustice.org

Résumé

Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 s'annoncent comme un casse-tête sécuritaire. Les choix initiaux (le choix de l'organisation et celui d'une cérémonie d'ouverture ambitieuse et complexe) concernant ces Jeux n'ont absolument pas pris en compte le contexte d'insécurité et de terrorisme de la France.

Toutefois, à quelques mois des Jeux, s'il est utile de prévoir des plans B, il n'est plus possible de revenir en arrière. En l'état actuel des choses, il faut se réjouir de l'excellente capacité d'organisation que conserve la France. En matière de sécurité, l'Etat et les forces de l'ordre ont fait et feront tout ce qui est raisonnablement possible pour assurer la sécurité des spectateurs, des athlètes et des personnalités présentes.

Malheureusement, d'une part, ces efforts importants pourraient avoir des effets pervers : d'abord en gâchant les réjouissances – ce qui devait être une fête sera une pièce de théâtre répétée et tendue –, mais surtout en aggravant la situation sécuritaire, soit en province au moment des jeux, soit dans toute la France au cours des mois qui suivront les Jeux par effet de décompression. Soit, les deux possibilités.

De plus, malgré tous ces efforts, le contexte sécuritaire français fait en sorte que certains risques sont impossibles à prévenir : un attentat isolé au cours des jeux, des mouvements de foules, des attaques de drones, etc. Ce n'est pas l'impréparation de l'Etat qui sera à blâmer, mais le contexte général français.

Si ces JOP se déroulent sans accroc, ce sera dû autant au travail efficace et professionnel des services de l'Etat qu'à un « coup de chance ». Le succès de ces jeux repose maintenant sur un immense pari. ■

L’édition 2024 des Jeux Olympiques et Paralympiques se déroule à Paris à partir du 26 juillet. Ils seront divisés en deux périodes qui dureront environ deux semaines chacune, à savoir les Jeux Olympiques, du 26 juillet au 11 août, puis les Jeux Paralympiques, du 28 août au 8 septembre. C’est l’occasion de faire rayonner la France et sa capitale Paris, qui attend environ 16 millions de spectateurs, selon les estimations¹. Cette année, elle reçoit les équipes sportives de plus de 200 pays, ce qui attire nécessairement les regards vers sa capacité à organiser l’événement. La France joue sa crédibilité internationale.

Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris vont accueillir pas moins de 10 500 athlètes regroupés dans 206 délégations². Ces différents athlètes s’affronteront à travers de multiples disciplines, dans plus de 40 sites olympiques spécialement aménagés en vue des Jeux. Si la cérémonie d’ouverture se tiendra dans la capitale, les épreuves se dérouleront à travers l’ensemble du territoire national, mais aussi en outre-mer (avec notamment l’épreuve du surf qui aura lieu à Tahiti sur la vague de Teahupo’o). Mais la capitale française accueillera aussi pour la première fois de son histoire les Jeux Paralympiques d’été, ce qui rajoute une ampleur considérable dans l’organisation de l’événement. En effet, 4 400 athlètes paralympiques de 184 délégations sont attendus sur le sol français cet été, pour prendre part à 22 sports différents se déroulant en l’espace de 11 jours seulement³.

Durant ces 27 jours de compétition, ce ne sont pas moins de 3 milliards de téléspectateurs qui suivront le déroulement de ces événements à distance⁴. Un enjeu particulièrement

important se dessine alors pour les autorités françaises : il s’agit de garantir un climat de sécurité qui permette le bon déroulement des Jeux Olympiques et Paralympiques.

Le grand défi : accueillir 16 millions de spectateurs dans une France en alerte attentat

Assurer la sécurité

À l’occasion d’une audition au Sénat le 25 octobre 2022⁵, Gérald Darmanin s’est exprimé sur un des enjeux principaux des Jeux Olympiques : garantir la sécurité à la fois des athlètes, mais aussi des journalistes, des spectateurs et du reste de la population française pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. Devant la commission de la culture, de l’éducation et de la communication, le ministre de l’Intérieur et des Outre-Mer a clairement identifié les risques qui sont liés à l’organisation d’un événement d’une telle ampleur sur le territoire français. Il s’agit là de répondre à différentes menaces, qui peuvent être terroristes, d’ordre public, d’ordre informatique ou bien des violences contre les personnes de type « *délinquance* » (le ministre de l’Intérieur prenant alors l’exemple des événements survenus lors de la finale de la Ligue des Champions au stade de France en 2022). De même, il ne faut pas négliger la menace nucléaire, radiologique, biologique et chimique (les dangers NRBC) qui plane sur l’événement. Si toutes ces menaces sont principalement des attaques terrestres, elles peuvent aussi venir du ciel. En effet, l’utilisation ■■■



IL S’AGIT LÀ DE RÉPONDRE À DIFFÉRENTES MENACES, QUI PEUVENT ÊTRE TERRORISTES, D’ORDRE PUBLIC, D’ORDRE INFORMATIQUE OU BIEN DES VIOLENCES CONTRE LES PERSONNES DE TYPE « DÉLINQUANCE ».

1 - PDF - Présentation des Jeux Olympiques de Paris 2024.

2 - Paris 2024 : 6 chiffres à connaître avant les Jeux Olympiques.

3 - Ibid.

4 - Ibid.

5 - Gérald Darmanin, audition du 25 octobre 2022 au Sénat : https://videos.senat.fr/video.3057222_6358e2b75d91b.securite-des-jo-2024?timecode=1052000

■■■ de drones et d'essaims de drones est de plus en plus fréquente et nécessite la mise en place d'une couverture anti-drones d'une taille exceptionnelle. Les menaces qui pèsent sur les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris sont donc d'ordre et de nature multiples, ce qui complique la tâche des forces de l'ordre. Dans une telle ambiance, plusieurs événements olympiques posent de graves questions de sécurité.

Des événements à haut risque

Comme le remarque le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, c'est la première fois dans l'histoire des Jeux Olympiques que la cérémonie d'ouverture se déroule en dehors d'un stade. La cérémonie d'ouverture des Jeux 2024 aura lieu sur la Seine, avec les différents bateaux de chaque délégation qui feront le trajet, long de six kilomètres, allant du pont d'Austerlitz au Pont d'Iéna. Si le décor est somptueux, il faut envisager le véritable défi sécuritaire lié à une telle cérémonie. Selon les calculs réalisés prenant en compte l'espace autour des quais de la Seine, la cérémonie d'ouverture devrait pouvoir accueillir environ 600 000 personnes⁶, soit plus de six fois la capacité actuelle du Stade de France⁷. C'est une complication à prendre en compte pour les forces de l'ordre, qui seront mobilisées à hauteur de 45 000 agents sur les bords de Seine lors de la cérémonie d'ouverture⁸. On retrouvera donc, selon les estimations données par le ministre de l'Intérieur, sur un espace de 12 kilomètres, environ 3 750 agents de sécurité par kilomètre, soit près de 4 tous les 100 mètres⁹. Là où une cérémonie d'ouverture « traditionnelle », se tenant

dans un stade, aurait permis de gérer la foule dans l'éventualité d'un problème ou d'une menace quelconque, cette dernière serait alors bien plus compliquée à gérer sur les bords de Seine. Une simple agitation entraînera très certainement un déchaînement de la foule que les forces de l'ordre présentes sur place auront beaucoup de mal à contenir¹⁰.

La France croit être capable de réaliser son ambition d'offrir au monde un spectacle grandiose avec son appareil de sécurité. De l'attentat terroriste à l'attaque de « bandes de jeunes », les menaces pouvant générer des mouvements de foule et une panique sont multiples. Gustave Le Bon a expliqué qu'une foule paniquée ne prend pas de décision rationnelle¹¹. Elle tend à l'explosion en l'absence de couloirs d'évacuation. Dans les stades, ces couloirs sont déjà dessinés par d'impénétrables murs en béton. Mais, les barrières en fer, les cordons de CRS et d'agents de sécurité prévus sur les quais de Seine n'arrêteront pas l'énergie cinétique de milliers de personnes fuyant un danger réel ou supposé. La probabilité pour retrouver des gens piétinés, noyés, tombés d'un pont, etc., doit être prise très au sérieux. Une cérémonie de cette ampleur, à ciel ouvert, en temps normal, est déjà un grand défi sécuritaire. Elle est totalement déraisonnable dans un pays en alerte attentat et incapable d'endiguer son insécurité.

Une première répétition générale débutera à partir du 8 mai 2024 pour les forces de l'ordre. En effet, c'est à cette date qu'est prévue l'arrivée de la flamme olympique dans le port de Marseille, qui accueillera pour l'occasion 150 000 personnes¹². À cet effet, 5 000 gendarmes et policiers seront mobilisés afin de sécuriser

UNE CÉRÉMONIE DE CETTE AMPLEUR EST DÉJÀ UN GRAND DÉFI SÉCURITAIRE. ELLE EST TOTALEMENT DÉRAISONNABLE DANS UN PAYS EN ALERTE ATTENTAT ET INCAPABLE D'ENDIGUER SON INSÉCURITÉ.

6 - "C'est le nombre qui paraît correspondre aux espaces disponibles sur ces quais, une fois les équipements installés", Gérald Darmanin, audition du 25 octobre 2022 au Sénat.

7 - Liste des plus grands stades de France — Wikipédia.

8 - "45 000 policiers et gendarmes sur les 12 kilomètres de la cérémonie d'ouverture", Gérald Darmanin, audition du 25 octobre 2022 au Sénat.

9 - Commission de la culture, de l'éducation et de la communication : compte rendu de la semaine du 24 octobre 2022.

10 - <https://www.cairn.info/revue-securite-globale-2022-4-page-35.htm&wt.src=pdf>

11 - Gustave Le Bon, Psychologie des foules.

12 - Paris 2024 : la sécurisation du parcours de la flamme olympique coûtera 1 million d'euros.

l'événement. Mais la flamme doit encore voyager à travers tout le pays pour atteindre la capitale, le 26 juillet, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des Jeux. Relayée de ville en ville, la flamme olympique s'arrêtera dans 65 villes étapes et visitera plus d'une centaine de sites emblématiques, le tout en passant par plus de 400 villes françaises¹³. Pour sécuriser ce « relais », le ministre de l'Intérieur a annoncé l'octroi d'un budget d'un million d'euros, afin de financer une « bulle » de sécurité constituée d'une centaine de policiers et gendarmes, qui accompagnera la flamme sur son trajet olympique jusqu'à Paris¹⁴.

Enfin, il ne faut pas oublier l'organisation et la sécurisation d'une deuxième cérémonie d'ouverture, cette fois-ci en vue des Jeux Paralympiques. Celle-ci aura lieu le 28 août sur la Place de la Concorde, « au moment même où Paris retrouvera son activité d'après les Jeux Olympiques », comme l'indique Gérald Darmanin¹⁵.

L'enjeu de la canalisation de la foule

Le but premier des forces de sécurité est le contrôle de la foule aux alentours des événements sportifs et culturels. De nombreux facteurs peuvent influencer l'humeur d'une foule qui sera difficile à gérer, quel que soit le dispositif de sécurité mis en place. En effet, l'enjeu d'une possible menace est plus que jamais présent, d'autant que les éventuelles attaques peuvent être très diverses. De même, le regroupement massif de spectateurs dans un même

lieu nécessite une attention particulière de la part des forces de l'ordre. On peut alors penser à la surexploitation du réseau de transports en commun parisien, qui devrait accueillir, selon les estimations, entre 500 000 et un million de personnes chaque jour sur les lignes de métro, de RER et de bus¹⁶. Le projet est ambitieux vu l'état des transports en commun. Ils seront très probablement saturés, comme l'indiquait en décembre dernier le préfet d'Île-de-France, Marc Guillaume, dans une lettre adressée au ministre des Transports : « *les seuils de saturation seront régulièrement dépassés* »¹⁷. L'ancien Premier ministre et désormais président-directeur général de la RATP, Jean Castex, s'est lui aussi montré très négatif par rapport à l'état du réseau francilien de transports publics en décembre 2023. Il a admis qu'« *au moins huit lignes sur dix* » ne sont plus en mesure « *d'assurer un service de qualité* » et que les nouvelles lignes de métro en banlieue – initialement prévues pour les JO 2024 – ne seront pas prêtes d'ici à cet été¹⁸. Un bilan également partagé par Anne Hidalgo, qui n'a subitement plus aucun mal à reconnaître un désastre qui n'est pas totalement de son fait, et qui estime que la capitale ne sera pas prête pour les JO¹⁹. Pour pallier ce problème, la présidente d'Île-de-France Mobilités (IDFM), Valérie Pécresse, appelle les Franciliens à favoriser le télétravail dans la mesure du possible, et ce au moins le temps des Jeux Olympiques²⁰. Mais les engorgements prévus sont autant de risques pour le déclenchement de mouvements de foule.

Gérald Darmanin a aussi abordé la question des systèmes de sur- ■■■

**ANNE HIDALGO
N'A SUBITEMENT
PLUS AUCUN MAL
À RECONNAÎTRE
UN DÉSASTRE ET
ESTIME QUE LA
CAPITALE NE SERA
PAS PRÊTE POUR
LES JO.**

13 - Dossier de presse: relais de la flamme olympique, Paris 2024 (juin 2023).

La flamme olympique initiera son périple français à Marseille - Newsroom Paris 2024.

14 - Paris 2024 : la sécurisation du parcours de la flamme olympique coûtera 1 million d'euros.

15 - Paris 2024 : la sécurisation du parcours de la flamme olympique coûtera 1 million d'euros.

16 - - Paris 2024: les Franciliens peuvent-ils être appelés à rester chez eux pour ne pas saturer les transports ?

17 - Paris 2024: les Franciliens peuvent-ils être appelés à rester chez eux pour ne pas saturer les transports ?

18 - <https://www.tf1info.fr/transports/transports-ile-de-france-ratp-8-lignes-de-metro-sur-10-ne-sont-plus-en-etat-d-assurer-un-service-public-de-qualite-reconnait-jean-castex-2278666.html>

19 - <https://www.tf1info.fr/societe/video-jeux-olympiques-paris-pour-les-jo-2024-de-paris-les-transports-ne-vont-pas-etre-prets-previent-anne-hidalgo-2277149.html>

20 - Jeux olympiques : il faudra télétravailler au maximum pour soulager les transports, admet Valérie Pécresse.

■■■ veillance vidéo et de reconnaissance faciale, ainsi que l'utilisation de programmes d'intelligence artificielle. Pour lui, même s'il ne dénigre pas les avantages d'un système de reconnaissance faciale qui a fait ses preuves notamment lors des Jeux Olympiques de Tokyo en 2020, il préfère avoir recours à l'utilisation de l'intelligence artificielle²¹.

L'organisation du dispositif de sécurité

Une sécurisation par zone

La sécurisation des Jeux se fera à travers la mise en place de différents périmètres de sécurité, des zones dans lesquelles l'accès sera restreint selon certains critères, comme l'a annoncé le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez²².

Un premier périmètre de sécurité sera établi autour des événements sportifs pour limiter l'accès à celui-ci aux seules équipes sportives et aux journalistes. Au fur et à mesure que l'on s'éloigne de ce périmètre, des zones seront mises en place pour réguler notamment la circulation autour des Jeux. La première zone, de couleur rouge, est la zone la plus rapprochée des événements sportifs liés aux Jeux Olympiques. Majoritairement piétonne, les voitures et les deux roues y sont interdits d'accès durant les plages horaires où se déroulent les Jeux. Mais ces restrictions de circulation seront limitées à seulement deux heures avant le début d'une compétition et prendront fin jusqu'à maximum une heure après la fin. Malgré cela, la zone sera tout de même possible d'accès aux voitures ayant une dérogation spéciale, soit « les riverains qui ont des parkings, ceux qui visitent des personnes vulnérables, les véhicules d'urgence et de secours, de dépannage,

etc. », selon Laurent Nuñez²³. Enfin, une zone bleue sera établie pour réguler le trafic tout en limitant la « circulation de transit »²⁴. L'accès à la zone sera donc limité aux personnes qui y vivent, qui y travaillent, ou qui veulent se rendre dans un commerce situé dans ladite zone. Paris fonctionnera donc à plusieurs vitesses, alternant entre horaires d'ouverture et de fermeture, sur les 12 sites. Un casse-tête dont les subtilités finiront peut-être par être comprises d'ici la fin des JO...

Pour aider à la régulation, le préfet de police entend mettre en place une plateforme sur laquelle les gens pourront télécharger une dérogation qui sera effective grâce à un QR code. Enfin, certaines zones, telles que l'esplanade du Trocadéro par exemple, nécessitent d'être fermées plusieurs jours afin de mettre en place des sites éphémères, ce qui aura pour cause de bloquer la circulation pendant le temps du montage et du démontage de ces sites.

Il ne faut pas non plus omettre la difficulté causée par l'organisation de la cérémonie d'ouverture, dont le déroulement prend place sur la Seine et nécessite une zone de sécurité élargie. Alors que la cérémonie s'étend sur 12 kilomètres, car il faut sécuriser les deux côtés de la rive de la Seine, la zone de sécurité permettant d'encadrer les 600 000 personnes prévues sur place sera d'autant plus grande. Dans cette configuration, la zone de sécurité ne laissant entrer que les personnes titulaires d'une dérogation est une zone très vaste, et nécessite d'autant plus de personnels pour effectuer la vérification des QR codes des individus.

Le marathon de Paris de 2016, après les événements de novembre 2015, se faisait dans une ambiance similaire. Attendue par les coureurs du monde entier, cette course qui traverse Paris d'est en ouest sur 42 km en longeant la Seine rassemblait plus de 43 000

UN CASSE-
TÊTE DONT LES
SUBTILITÉS
FINIRONT PEUT-
ÊTRE PAR ÊTRE
COMPRISES D'ICI LA
FIN DES JO...

21 - Gérald Darmanin, audition du 25 octobre 2022 au Sénat : Commission de la culture, de l'éducation et de la communication : compte rendu de la semaine du 24 octobre 2022.

22 - JO 2024 : restrictions de circulation, dérogations... Les contours du dispositif de sécurité - Le Parisien.

23 - Ibid.

24 - Ibid.

sportifs malgré l'alerte attentat. Sous la pression, le comité d'organisation avait décidé de maintenir l'évènement qui s'est bien déroulé. La seule fois où le marathon avait été annulé, c'était en 1991, la France était alors engagée dans la guerre du Golfe.

Les « réponses » du ministre de l'Intérieur

« Chef suprême de la sécurité des Jeux Olympiques », voilà comment s'exprime Manuel Valls en 2016, en parlant du ministre de l'Intérieur²⁵. Il revient donc à ce dernier, Gérald Darmanin, d'assurer la sécurité autour de l'évènement de l'année 2024 en France : les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. Après le test réussi de la coupe du monde de rugby, Gérald Darmanin se montre plutôt positif et compte bien faire réussir son plan de « mobilisation à 100 % ».

Se dessinent alors plusieurs axes de travail permettant au ministre de l'Intérieur de répondre aux nombreuses problématiques qui sont posées vis-à-vis de la sécurité globale des JO. Afin d'assurer une liaison entre les forces de l'ordre (préfecture de Paris, DGPN, DGGN) et les forces armées, la chaîne de commandement sera regroupée sous la responsabilité du préfet de police de Paris, Laurent Nuñez. Comme l'a exprimé le colonel Nicolas Fouilloux, conseiller communication du gouverneur militaire de Paris, « même le gouverneur militaire de Paris, pourtant général quatre étoiles, travaillera en concours avec le préfet de police de Paris »²⁶.

Afin d'assurer une meilleure gestion de la foule présente lors de la cérémonie d'ouverture, le ministre de l'Intérieur appelle à l'implantation d'une billetterie gratuite, qui permettra notamment de mieux réguler le flot des gens sur les

quais hauts de la Seine. En effet, là où près de 500 000 personnes sont attendues, la mise en place d'une billetterie gratuite permettrait de vérifier les identités des personnes, d'avoir des zones de contrôle de la population (afin de s'assurer que personne ne rentre dans la zone en étant armé), et surtout de limiter les risques en cas d'alertes ou de mouvements de foules. Il ne s'agit pas, comme le rappelle Gérald Darmanin, de créer un organe à part de la COJOP²⁷, elle-même chargée de la billetterie officielle des événements olympiques, mais plutôt de « passer au crible » les individus qui se rendent sur place pour éviter toute déroute lors de la cérémonie. Mais il semble que l'implantation d'une telle billetterie permettrait aussi de limiter l'accès « libre-service » de la cérémonie d'ouverture. En effet, alors qu'il défendait l'idée en octobre 2022 qu'il serait possible d'accueillir 600 000 personnes lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux, cette estimation a été revue très largement à la baisse seulement un an et demi plus tard. Le 31 janvier 2024, devant l'antenne de *France 2*, Gérald Darmanin annonçait la présence de 220 000 personnes sur les quais hauts de la capitale, en plus des 100 000 personnes présentes sur les quais bas²⁸. Cette estimation basse peut alors être perçue comme une réponse au souci de sécurité, alors que *Le Figaro* a révélé le 25 janvier que 48 % des Français « estiment qu'il faut changer le format de ce grand show inaugural » pour des raisons de sécurité.

Ces dernières années, les forces de l'ordre parviennent à sécuriser des événements de grande ampleur sans heurt : manifestation post-Charlie Hebdo, 31 décembre chaque année sur les Champs-Élysées, etc. Les capacités d'organisation et de sécurisation de l'Etat français sont donc rassurantes à ce sujet, et il est raisonnable de dire que malgré un contexte difficile ■■■

LE FIGARO
A RÉVÉLÉ LE
25 JANVIER
QUE 48 % DES
FRANÇAIS
« ESTIMENT QU'IL
FAUT CHANGER
LE FORMAT DE
CE GRAND SHOW
INAUGURAL » POUR
DES RAISONS DE
SÉCURITÉ.

25 - Gérald Darmanin, audition du 25 octobre 2022 au Sénat : Commission de la culture, de l'éducation et de la communication : compte rendu de la semaine du 24 octobre 2022.

26 - Entretien personnel avec le Colonel Nicolas Fouilloux, bureau CONSCOM GMP.

27 - Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques.

28 - JO Paris 2024 : Gérald Darmanin baisse à nouveau la jauge de spectateurs pour la cérémonie d'ouverture.

■■■ et la vision audacieuse de l'organisation de ces Jeux, la sécurisation atteint les meilleurs niveaux mondiaux. En témoignera la présence prévue des chefs de l'Etat du monde entier lors de la cérémonie d'ouverture.

Les menaces

Le facteur de l'insécurité en France

Les forces de l'ordre joueront un rôle essentiel dans la sécurisation des sites olympiques lors des Jeux de Paris. Durant un mois, ce seront près de 30 000 agents des forces de l'ordre qui seront mobilisés dans les rues parisiennes. « Une mobilisation à 100 % » des forces de sécurité intérieure, comme l'a annoncé le ministre de l'Intérieur. Une pression supplémentaire pour la police qui a déjà dû faire face à une montée de la criminalité en 2023, alors que Gérald Darmanin dévoilait un plan « zéro délinquance » en vue des Jeux Olympiques²⁹. D'après Le Figaro, l'année 2023 fut marquée par une hausse de la violence et de l'insécurité, notamment à Paris³⁰. On note une hausse dans tous les secteurs de la violence, le nombre de coups et blessures volontaires atteignant 362 000, ce qui revient à environ 1 000 agressions par jour en moyenne. Depuis 2017, ce chiffre a connu un bond de plus de 60 %. Si le nombre de vols armés en un an a stagné en 2023 (soit 6 584 faits selon le SSMSI), le nombre de vols violents sans armes a baissé d'environ 9 % sur la même période (soit 90 310 faits en 2023). Plus alarmant encore, le nombre d'homicides par an a augmenté de près de 6 % pour atteindre 1 033 meurtres en France en 2023, soit

une hausse de 28 % depuis 2014³¹. En Île-de-France, les crimes de sang ont bondi de 17 % entre 2022 et 2023³². La problématique est alors de répondre aux enjeux de sécurité liés à l'organisation des Jeux Olympiques tout en assurant la sécurité du territoire national par la lutte contre la criminalité.

Comme l'indique un sondage réalisé par Odoxa, deux tiers des Français sont inquiets vis-à-vis de la sécurité pendant les JO³³. Le 30e Fiducial sur la Sécurité, sorti en janvier 2024 et présenté par Odoxa, met en lumière les « préoccupations sécuritaires des Français » vis-à-vis du bon déroulement de la compétition et notamment de la cérémonie d'ouverture³⁴. Ainsi, plus de la moitié des Français (51 %) estiment qu'il y aura un manque d'effectifs dans les forces de l'ordre tandis que 87 % de la population française pensent que la France est exposée à un risque d'attentat. Les élucubrations de Gérald Darmanin et d'Emmanuel Macron sur l'insécurité en France ne résistent pas longtemps au recoupement des données³⁵. Le bilan de 2024 est à charge, les Français ne sont pas dupes. Le plan « zéro délinquance » du ministre de l'Intérieur révèle ses premiers résultats : la plupart des indicateurs sont en hausse³⁶ ! La multiplication des attaques « au couteau » en est l'une des nombreuses manifestations.

La menace terroriste

La menace terroriste plane sur le territoire national en vue de l'organisation d'un événement d'une telle ampleur sur le sol français. Cette menace est réelle, comme l'explique Gilles Kepel, politologue et spécialiste du monde

LES FORCES DE L'ORDRE JOUERONT UN RÔLE ESSENTIEL DANS LA SÉCURISATION DES SITES OLYMPIQUES LORS DES JEUX DE PARIS. DURANT UN MOIS, CE SERONT PRÈS DE 30 000 AGENTS DES FORCES DE L'ORDRE QUI SERONT MOBILISÉS DANS LES RUES PARISIENNES.

29 - Gérald Darmanin, audition du 25 octobre 2022 au Sénat : Commission de la culture, de l'éducation et de la communication : compte rendu de la semaine du 24 octobre 2022.

30 - La France en 2023, sous le signe de la violence et de l'insécurité.

31 - 30e baromètre Fiducial de la sécurité.

32 - Insécurité et délinquance : les premiers chiffres 2023, Vie Publique, 31 janvier 2024.

33 - JO Paris 2024 : près de 2 Français sur 3 inquiets pour la sécurité durant la compétition, d'après un sondage - Valeurs actuelles.

34 - 30e baromètre Fiducial de la sécurité.

35 - Délinquance : Macron et Darmanin trafiquent les chiffres en bande organisée.

36 - Insécurité et délinquance : les premiers chiffres 2023.

arabe, pour qui cet événement peut être l'occasion parfaite de frapper un grand coup. Lors d'un entretien pour *La Dépêche* en début d'année 2024, il affirme que « *tous les jihadistes du monde veulent qu'un attentat marque la faiblesse de l'Occident et d'autant plus de la France qu'ils considèrent comme leur ennemi laïc par excellence* »³⁷. Pour Gérald Darmanin, cette menace existe bel et bien, alors qu'il annonçait en décembre dernier que « *la menace peut aussi venir de personnes téléguidées depuis l'étranger, des commandos islamistes prêts à partir des zones de combat pour s'organiser et toucher la France au coeur* »³⁸. Il s'agit notamment d'assurer la sécurité des athlètes représentant les comités nationaux Olympiques de certains pays plus à risque que d'autres, Israël ou la Russie, par exemple.

Mais, malgré les différents enjeux de sécurité présents autour de l'organisation de l'événement, la cérémonie d'ouverture n'aura pas de « plan de secours » dans l'éventualité d'un problème majeur. Il faudra donc adapter le dispositif de sécurité sur le moment en fonction des menaces qui feront surface. Mais pour Amélie Oudéa-Castéra, ministre des Sports et des JO, il n'existait pas de plan B, mais plutôt d'un « *plan A dans lequel il y a plusieurs plans bis* » face à une possible menace terroriste le jour J³⁹. Pourtant, Emmanuel Macron a bien parlé d'un plan B fin décembre⁴⁰, et les équipes chargées de l'organisation planchent sur cette éventualité. *Le Parisien* évoque des « plans de repli »⁴¹, et l'éventualité d'une cérémonie débouchant au Trocadéro⁴². Mais, visiblement, les équipes ne sont pas d'accord entre elles. Travailler sans pression, c'est fort, mais à cinq mois de l'événement, c'est du déni.

La cybersécurité : un nouvel enjeu

Au sein de cette nouvelle ère informatique dans laquelle nous vivons, une menace importante est à prendre en compte aujourd'hui : les attaques informatiques. En effet, la cybersécurité est un enjeu assez récent pour les gouvernements, comme en témoigne l'introduction du commandement de la cyberdéfense (COMCYBER) en 2017. La cybersécurité s'oriente autour de trois bases principales qui sont la cyberprotection, la cyber-résilience et la cyberdéfense⁴³. Ces trois axes constituent en quelque sorte le système de réponse à une attaque informatique. Alors que la cyberprotection vise à trouver et corriger des failles dans les systèmes informatiques, la cyber-résilience est la réponse immédiate à une attaque, permettant à un système de continuer son service. De son côté, la cyberdéfense travaille à répondre à l'attaque en y mettant fin le plus vite possible.

En vue de l'organisation des Jeux, la cybersécurité est un domaine important qui nécessite de mobiliser des acteurs civils et militaires. En effet, les Jeux Olympiques représentent une occasion parfaite pour déstabiliser le pays hôte. Pour Sébastien Baptiste, officier au sein du CYBERCOM, cet événement sportif est « *une cible récurrente pour porter atteinte à l'économie, à la stabilité et au prestige du pays hôte* »⁴⁴. Et ces craintes sont fondées sur des statistiques qui témoignent d'une réelle menace. À l'occasion des Jeux Olympiques de Tokyo en 2021, les autorités japonaises ont signalé plus de 350 millions d'attaques informatiques en tout genre (piratage, hameçonnage ou ■■■



« TOUS LES JIHADISTES DU MONDE VEULENT QU'UN ATTENTAT MARQUE LA FAIBLESSE DE L'OCCIDENT ET D'AUTANT PLUS DE LA FRANCE QU'ILS CONSIDÈRENT COMME LEUR ENNEMI LAÏC PAR EXCELLENCE ».

37 - JO 2024 : « Tous les jihadistes du monde veulent qu'un attentat marque la faiblesse de l'Occident », alerte le politologue Gilles Kepel - ladepeche.fr

38 - JO Paris 2024 : Gérald Darmanin baisse à nouveau la jauge de spectateurs pour la cérémonie d'ouverture.

39 - Ibid.

40 - JO Paris 2024 : « Il y a évidemment des plans B » pour la cérémonie d'ouverture, affirme Emmanuel Macron.

41 - Cérémonie d'ouverture des JO Paris 2024 : c'est quoi « le plan B » évoqué par Emmanuel Macron ?

42 - JO 2024 de Paris : pourquoi et comment la France travaille sur un plan B pour la cérémonie d'ouverture.

43 - La cyberdéfense militaire française à l'épreuve des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

44 - Ibid.

■■■ encore rançongiciel). Il faut aussi ajouter à ce chiffre les 4,4 milliards de menaces cyber émises lors de ces mêmes Jeux Olympiques. Raison pour laquelle le directeur de la technologie de Paris 2024, Bruno Marie-Rose, s'attend cette année à un chiffre « 8 à 10 fois supérieur », avoisinant les 3 milliards d'attaques⁴⁵.

Il ne faut pas non plus omettre la possibilité que ces attaques soient menées par des acteurs étatiques dans des buts très précis, visant surtout le pays organisateur. C'est pourquoi la France peut craindre une volonté de la part des Russes ou des Iraniens de perturber le système informatique des Jeux Olympiques⁴⁶. Lors d'un événement aussi surchargé que les Jeux Olympiques, les cibles peuvent être multiples et avoir des impacts sur l'ensemble de la compétition. Des attaques menées sur la billetterie des Jeux ou encore sur le système de transports en commun peuvent désorganiser la mécanique fragile d'une foule d'un million de personnes, avec des conséquences dramatiques.

Le contrôle de l'espace aérien : la menace par drones

Une nouvelle menace est à prendre en compte : l'utilisation de drones ou d'essaims de drones afin de mener des attaques terroristes. En effet, on assiste depuis quelques années à l'émergence de l'utilisation massive de drones dans les conflits, ces derniers permettant d'effectuer des frappes d'une grande précision avec une discrétion impressionnante. C'est alors un défi important à prendre en compte, notamment en vue de la cérémonie d'ouverture des

Jeux Olympiques. Mais protéger de manière complète un espace aussi grand n'est pas une chose facile, et nécessite une couverture anti-drones d'une envergure jamais vue auparavant. En France, comme l'expliquait Gérald Darmanin devant le Sénat fin octobre 2022, seuls deux établissements sont entièrement protégés par une couverture anti-drones, le palais de l'Élysée et le ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer, situé place Beauvau à Paris⁴⁷. La lutte anti-drone est un domaine spécialisé qui revient le plus souvent à l'Armée de l'Air et de l'Espace qui réalise efficacement la tâche, comme en témoigne son travail tous les ans pour sécuriser l'espace aérien du défilé le 14 juillet. Mais si le 14 juillet nécessite une surveillance accrue du dispositif de lutte anti-drone pendant 20 heures d'affilée, les Jeux Olympiques prévoient 4 000 heures de surveillance, en prenant en compte la quarantaine de sites qui accueillent des épreuves olympiques⁴⁸. Un véritable défi pour les dispositifs anti-drone, et notamment le nouveau radar « PARADE » développé par Thalès.

Une mobilisation inédite des forces de sécurité

Pour répondre à de telles menaces, un important dispositif de sécurité sera déployé sur le sol parisien lors de l'été 2024. Alors que le budget accordé à la sécurité reste flou⁴⁹, ce dispositif de sécurité se compose de différentes forces qui vont devoir travailler ensemble afin d'assurer les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris comme « *l'endroit le plus sécurisé de la planète* »⁵⁰, tel que l'annonce Tony Estanguet, président du projet Paris 2024.

TONY ESTANGUET,
PRÉSIDENT DU
PROJET PARIS
2024, SOUHAITE
QUE PARIS SOIT
« L'ENDROIT LE
PLUS SÉCURISÉ DE
LA PLANÈTE ».

45 - JO de Paris 2024 : les organisateurs redoutent des milliards de cyberattaques.

46 - La cyberdéfense militaire française à l'épreuve des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

47 - Gérald Darmanin, audition du 25 octobre 2022 au Sénat : Commission de la culture, de l'éducation et de la communication : compte rendu de la semaine du 24 octobre 2022.

48 - Lutte anti-drones : quelles leçons tirer de la Coupe du monde de rugby en vue des Jeux Olympiques.

49 - JO 2024. Le budget de la sécurité des Jeux Olympiques de Paris pose question.

50 - « Ces JO feront un carton » (Tony Estanguet, président du Comité d'organisation de Paris 2024).

Les Forces de sûreté intérieure (FSI)

Durant toute la compétition sportive et dans la seule région d'Île-de-France, les effectifs des forces de l'ordre seront compris entre 12 000 et 45 000 agents, le tout organisé en 700 patrouilles de policiers ou gendarmes. La cérémonie d'ouverture (le 26 juillet 2024) sera le pic de la mobilisation, où 45 000 agents des forces de sûreté intérieure seront déployés dans les rues de la capitale. En comparaison, après les émeutes, 45 000 agents avaient aussi été déployés dans la capitale pour les 13 et 14 juillet derniers, et plus de 130 000 avaient été mobilisés⁵¹. Le soir du réveillon, le 31 décembre 2023, G. Darmanin avait annoncé le déploiement de 6 000 policiers et gendarmes dans la capitale⁵². Dans l'ensemble, pas loin de 30 000 agents seront mobilisés tous les jours, pendant un mois, et ce dans les 22 différentes villes françaises qui accueilleront des épreuves olympiques, jusqu'en Polynésie française. Cela implique non seulement les forces policières, mais aussi le RAID, le GIGN, la BRI, ainsi que des équipes spécialisées, des groupes cynophiles ou encore des plongeurs⁵³. Le ministre de l'Intérieur a notamment fait deux annonces importantes pour assurer une bonne gestion des missions de sécurité et garantir la disponibilité de ce large dispositif.

Il s'agit d'abord de mettre fin à la délimitation de zone de juridiction entre gendarmes et policiers, afin de pouvoir « *utiliser toutes les ressources là où l'on a besoin d'elles* »⁵⁴. À cela s'ajoute la « mobilisation à 100 % » demandée par le ministre de l'Intérieur, qui annonce qu'il « *n'y aura pas de congés de juin à août 2024* »⁵⁵ pour les forces de l'ordre.

Puisque les forces de sécurité sont mobilisées à 100 %, la France devra vivre au rythme habituel pendant les JO. C'est-à-dire que les importants événements d'été comme les festivals de grande ampleur qui comptaient se tenir pendant la période des Jeux et qui nécessitent la mobilisation de forces de l'ordre sont reportés ou annulés. La plupart d'entre eux ont décalé leurs dates, comme le Festival d'Avignon ou Les Vieilles Charrues. Certains ont préféré annuler, comme le Summer Vibration Festival ou la Magnifique Society de Reims. Le risque principal est le déclenchement d'attaques ou une dégradation sécuritaire sur plusieurs points en France. Les forces de police et de gendarmerie ne disposeront pas de renforts nécessaires au rétablissement de l'ordre. La France devrait par exemple être tout à fait incapable de retenir les émeutes telles que celles de l'été dernier. Et envoyer l'armée effectuer le travail de la police et de la gendarmerie ne devrait pas être une option, d'abord parce qu'elle n'est pas formée à ce genre de situation, ce n'est pas son rôle, et parce que le message politique serait critique.

Les forces armées

Pour appuyer ces personnels des forces de sûreté intérieure et de sécurité privée, environ 15 000 militaires seront engagés « dans des missions adaptées aux Armées »⁵⁶. La présence d'une dizaine de milliers de soldats au quotidien sera inscrite dans le cadre de l'opération Sentinelle. S'ils constituent une force de dissuasion certaine, les militaires sont avant tout une force de soutien aux agents du maintien de l'ordre public. En effet, leur périmètre d'action est vaste et peut s'étendre bien plus loin que les simples sites accueillant des athlètes olympiques, tout en ■■■



DURANT TOUTE LA COMPÉTITION SPORTIVE ET DANS LA SEULE RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE, LES EFFECTIFS DES FORCES DE L'ORDRE SERONT COMPRIS ENTRE 12 000 ET 45 000 AGENTS, LE TOUT ORGANISÉ EN 700 PATROUILLES DE POLICIERS OU GENDARMES.

51 - Week-end du 14 Juillet : 130 000 policiers et gendarmes pour éviter un retour des émeutes.

52 - Nouvel an : 90 000 policiers et gendarmes mobilisés pour le réveillon, dont 6 000 à Paris.

53 - Gérald Darmanin, audition du 25 octobre 2022 au Sénat : Commission de la culture, de l'éducation et de la communication : compte rendu de la semaine du 24 octobre 2022.

54 - Gérald Darmanin, audition du 25 octobre 2022 au Sénat : Commission de la culture, de l'éducation et de la communication : compte rendu de la semaine du 24 octobre 2022.

55 - Ibid.

56 - JO 2024 : Emmanuel Macron se félicite que 15 000 militaires soient engagés « dans des missions adaptées aux armées ».

■■■ travaillant en coordination avec les forces de l'ordre, selon les mêmes procédures d'opération que lors d'une patrouille Sentinelle. Au-delà du nombre de militaires présents dans la capitale, la mise en place de moyens militaires permet surtout de répondre à un effet à obtenir, qui serait alors de l'ordre de la dissuasion et d'un contrôle plus élargi de la population. Rattachés aux réseaux de communication de la Police nationale, ces quelque 10 000 soldats présents dans les rues de la capitale permettront de filtrer au mieux une foule épaisse. Le système opératoire des forces armées reste le même que celui mis en place lors de l'opération Sentinelle, avec le même cadre juridique, seulement à une échelle plus élevée, avec des efforts concentrés sur la région Île-de-France.

Pour loger tout ce personnel militaire, l'Armée aura recours aux nombreux forts et anciennes casernes présents sur la capitale. La région Île-de-France compte déjà une quinzaine de sites, qui accueillent depuis quelques années des forces mobilisées dans le cadre de l'opération Sentinelle. Mais ce n'est pour autant pas assez pour loger l'ensemble des forces armées qui seront déployées en Île-de-France, d'où la création d'un camp sur la pelouse de Reuilly pouvant accueillir jusqu'à 5 000 militaires, comme l'a annoncé le Gouverneur militaire de Paris, le général Abad, en novembre 2023⁵⁷. Cela permet notamment de contourner le problème d'hébergement au sein de la capitale.

LE PROBLÈME EST QUE, À MOINS DE 200 JOURS DU DÉBUT DE LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE, LE NOMBRE NÉCESSAIRE D'AGENTS DE SÉCURITÉ DU SECTEUR PRIVÉ N'EST PAS ENCORE ATTEINT.

Les difficultés de recrutement

La pénurie d'agents de sécurité

Comme l'annonçait le ministre de l'Intérieur en octobre 2022, le bon déroulement des épreuves nécessite encore l'ajout de quelque 25 000 agents de sécurité privée, chargés de la sécurité des sites olympiques, pouvant aller de la protection des stades accueillant les épreuves olympiques à la sécurisation des « fans zones ». Ce nombre est confirmé par Michel Cadot, délégué interministériel aux JO de Paris, qui évalue les besoins en agents de sécurité privée entre 18 000 et 24 000 personnes⁵⁸. Le problème est que, à moins de 200 jours du début de la cérémonie d'ouverture, le nombre nécessaire d'agents de sécurité du secteur privé n'est pas encore atteint. Alain Thibault, membre du comité d'organisation des Jeux, prévoit même un manque de « plusieurs milliers » d'agents de sécurité privée⁵⁹. L'enjeu est alors de revaloriser au plus vite un secteur qui aura une importance tout à fait particulière lors des événements de cet été. Mais ce domaine est contraint par des normes, alertait en septembre 2023 Benoist de Saint-Sernin à l'occasion d'une interview sur *Le Figaro TV*⁶⁰. Le directeur de l'École européenne de la sécurité privée (EESP) réclamait alors une hausse de la jauge de candidats pouvant obtenir leur diplôme d'agent de sécurité lors des sessions d'examen, qui est de seulement aujourd'hui de 12 par session.

57 - JO de 2024: un camp pour 5 000 soldats à l'orée du bois de Vincennes : Lignes de défense.

58 - Paris 2024 : pendant les Jeux, 30 000 forces de sécurité intérieure seront déplacées vers Paris.

59 - Paris 2024 : «Il manquera plusieurs milliers» d'agents de sécurité privée, alerte Bernard Thibault.

60 - Quel dispositif sécuritaire pour les Jeux Olympiques ?

La pression se fait ressentir. Le mercredi 17 janvier 2024, Michel Cadot s'exprimait sur le possible manque d'agents de sécurité privée. Selon lui, le comité d'organisation des Jeux Olympiques (COJOP) doit finaliser les contrats de quelque 9 600 agents d'ici la mi-février de la même année⁶¹. C'est l'un des enjeux centraux de l'organisation, afin d'éviter le fiasco des Jeux Olympiques de Londres en 2012⁶², durant lesquels 3 500 soldats britanniques ont dû être appelés en renfort de dernière minute. En effet, à seulement trois semaines du début de l'événement, la société G4S, pourtant la plus grosse société de sécurité privée au monde à l'époque, avait annoncé ne pas pouvoir fournir autant d'agents de sécurité privée que prévu, d'où l'appel en dernier recours aux forces armées britanniques.

La grogne des syndicats policiers

En plus d'une « mobilisation à 100 % » annoncée par le ministre, les forces de l'ordre mobilisées sont appelées à prendre des congés « avant ou après », mais pas pendant le déroulement des Jeux⁶³. Une demande qui risque de causer des problèmes de sous-effectifs sur la durée, étant donné que les forces de l'ordre voudront toutes prendre leurs congés dès la fin des Jeux. Mais c'est aussi une requête qui ne plaît pas aux syndicats de policiers, qui dénoncent un manque de contreparties face à l'effort demandé aux forces de l'ordre⁶⁴. En effet, des mobilisations de masses ont surgi à partir du mois de janvier 2024, soit seulement quelques mois avant le début des Jeux Olympiques et Paralympiques d'été. Une journée d'action nationale a été

organisée le 18 janvier 2024 par les forces de sécurité intérieure⁶⁵ pour revendiquer plus d'efforts sur les compensations qui leur seront accordées en vue de la sécurisation des Jeux Olympiques. Ils ont notamment demandé la garantie de congés d'été et à l'obtention de primes « à hauteur de leur investissement ».

Pour répondre aux problèmes liés aux attentes des syndicats des forces policières, le ministre de l'Intérieur a décidé de revoir à la hausse la prime obtenue par les policiers et gendarmes en vue de leur mobilisation pendant tout le mois des Jeux Olympiques. Alors qu'Elisabeth Borne annonçait en décembre dernier une prime allant de 500 à 1 500 euros, Gérald Darmanin a annoncé fin janvier la hausse de ce montant à un minimum de 1 000 euros⁶⁶. L'obtention de cette prime se fera selon certains critères. Là où les forces de l'ordre ayant « limité leurs périodes de congés » recevront 1 000 euros de prime d'activité, les personnels travaillant dans un département qui accueille une épreuve recevront 1 600 euros de prime, tandis que la prime maximale de 1 900 euros sera octroyée aux agents d'Île-de-France, ainsi qu'aux agents de la police aux frontières présents dans les aéroports français⁶⁷. Ces mesures semblent avoir répondu aux attentes des syndicats policiers. « Vous avez en grande partie répondu à nos attentes »⁶⁸ a même déclaré Alliance-Police au ministre de l'Intérieur, satisfait des mesures prises sur l'obtention de « primes JO », mais aussi sur l'augmentation des chèques emplois services universels (Cesu). On aurait pu craindre un blocage des syndicats de police pour assurer la sécurité pendant les JO, mais le doute a été définitivement écarté par cette mesure. ■

ON AURAIT PU
CRAINDRE UN
BLOCAGE DES
SYNDICATS DE
POLICE POUR
ASSURER LA
SÉCURITÉ PENDANT
LES JO, MAIS
LE DOUTE A ÉTÉ
DÉFINITIVEMENT
ÉCARTÉ PAR
L'OBTENTION DES
« PRIMES JO ».

61 - Paris 2024 : pendant les Jeux, 30 000 forces de sécurité intérieure seront déplacées vers Paris.

62 - La sécurité des JO de Londres vire au fiasco.

63 - Gérald Darmanin, audition du 25 octobre 2022 au Sénat : Commission de la culture, de l'éducation et de la communication : compte rendu de la semaine du 24 octobre 2022.

64 - Organisation des JO 2024 : le syndicat gersois de police Alliance se mobilise à six mois de l'événement - ladepeche.fr

65 - Jeudi noir : pourquoi les policiers se mobilisent aujourd'hui partout en France en vue des JO de Paris ? - midilibre.fr

66 - Grogne dans la police: Darmanin promet jusqu'à 1900 euros de prime pour les JO 2024.

67 - Ibid.

68 - Ibid.



Institut pour la Justice

Conclusion

Grand moment pour la France, cette édition des JO est attendue par le monde entier, mais surtout par les Français, très critiques envers la capacité du pays à organiser un événement de cette envergure. Alors que Paris et l'Île-de-France devraient accueillir plusieurs millions de personnes, les transports en commun, déjà en mauvais état, seront surchargés. Les engorgements prévus seront autant d'occasions pour des mouvements de foule incontrôlables. La maîtrise des phénomènes de foule sera un des enjeux principaux des JO.

La question centrale de l'événement est le défi de la sécurité. Dans un climat social tendu, après l'humiliation de la finale de la Ligue des champions en 2022, après les émeutes de l'été 2023 les Français connaissent les risques pour un tel événement. Ils ont aussi conscience de l'état d'impréparation des JO à quelques mois de la cérémonie d'ouverture. L'urgence attentat n'est toujours pas levée, l'attaque à Arras, l'attaque du pont Bir-Hakeim, l'attaque du ressortissant malien à la gare de Lyon en haine de la France, la justifient. La France étant l'ennemi de tout mouvement qui haït l'Occident, l'événement est le moment rêvé pour un attentat de grande ampleur devant les caméras du monde entier. À la crise de l'insécurité s'ajoute donc la menace terroriste.

Obligé de mobiliser 100 % des forces de sûreté intérieures, le gouvernement manque de bras. Si la grogne des syndicats de police a été calmée et que la présence des forces de l'ordre est assurée, les besoins en agents de sécurité ne sont toujours pas comblés. Certes, l'armée déploiera des soldats qui rempliront une opération Sentinelle à grande échelle. Mais le gouvernement doit éviter une situation type Londres 2012 où, l'entreprise de sécurité manquant d'agents, des militaires avaient été appelés en urgence. Sur ce dossier, l'État joue sa crédibilité autant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. ■

NOTES & SYNTHÈSES

N° 62 - AVRIL 2024



Institut pour la Justice